

**Bourse individuelle de recherche de l'OTAN
1997-1999**

**L'impact de l'opinion publique sur la politique de
sécurité et de défense roumaine**

- rapport final -

par

**Marius Tîpa
(Roumanie)**

Juin 1999

SOMMAIRE

- 1. Les caractéristiques de l'opinion publique roumaine**
 - 1.1. L'évolution de l'opinion publique roumaine**
 - 1.2. Le media – créateur d'opinion publique**

- 2. La Roumanie - un pays en quête de la sécurité: la politique de sécurité et de défense après 1989**
 - 2.1. L'intégration euro-atlantique - une démarche nationale**
 - 2.2. La politique régionale de sécurité**

- 3. L'impact de l'opinion publique sur la politique de sécurité et de défense à différents niveaux**

- 4. L'effet d'accélération des événements récents : la crise de Kosovo et le sommet de Washington**
 - 4.1. L'opinion publique roumaine et la crise de Yougoslavie**
 - 4.2. Le Sommet de Washington et la Roumanie**

- 5. La politique de sécurité et de défense dans les sondages d'opinion publique**

- 6. Conclusions**

1. Les caractéristiques de l'opinion publique roumaine

1.1. L'évolution de l'opinion publique roumaine

Pendant le régime communiste, on pourrait dire que l'opinion publique n'existait pas, seulement ses façons de s'exprimer étaient confisquées et dirigées par le pouvoir. Même si les démonstrations étaient interdites, elles étaient organisées par le pouvoir pour des raisons bien précises: faire preuve du soutien du peuple pendant les grandes fêtes communistes, « protester » contre les initiatives de la politique internationale des pays capitalistes ou donner une image du soutien des initiatives du dictateur Ceau°escu. Les citoyens étaient obligés de participer aux manifestations quasi-officielles, même si totalement inutiles, contre la prolifération des armes nucléaires. Le régime Ceau°escu a organisé un référendum sur la réduction des dépenses militaires, et tout cela dans un système où la voix du peuple, si souvent invoquée, ne comptait pas du tout.

Pendant le régime communiste, l'influence de l'opinion publique sur la décision de défense et de sécurité a eu un caractère pervers. Inexistante ou pervertie, l'opinion publique a dû se créer, avec ses vraies prérogatives, après la chute du système communiste, dans un cadre nouveau mais dépourvu de la culture politique qui lui permette de fonctionner. Une fois gagné le droit à l'expression libre, le peuple devait apprendre comment il faut exercer ce droit et tous les autres droits gagnés. Parmi les premiers enjeux de la nouvelle démocratie: l'option stratégique et de politique étrangère.

Avant 1989 les sondages d'opinion publique étaient inexistants. D'ailleurs, ils n'étaient pas nécessaires, car les informations venaient, en

fait, de « haut » en tant qu'ordres venaient d'en « bas ». Officiellement, la théorie de la planification communiste prévoit que les nécessités, plutôt économiques, de la production et de la consommation, soit basées sur les informations des structures inférieures. Mais, la réalité confirme que les plans de production et consommation étaient plutôt imposés par le chef communiste, les informations venant d'en « bas » étant ignorées. On a procédé pareillement avec les réactions de l'opinion publique, ignorées ou même cachées. Si, selon Hennessy, l'opinion publique est un ensemble de préférences exprimées par un nombre représentatif de personnes sur un problème d'importance générale¹, à l'époque les seules pouvant exprimer de telles préférences étaient les chefs communistes. Mais, les définitions synthétiques à elles seules suggèrent l'essentiel. Si on détaille la discussion sur l'opinion publique pendant le régime communiste on peut considérer qu'elle était coupée, détournée, bloquée et la seule possibilité de se manifester était les opinions ou le climat d'opinion, dont écrit Lazarsfeld.

« L'opinion publique ne peut s'exprimer et ne peut être efficiente que dans une démocratie authentique, de même que la démocratie ne peut être véridique que si elle se fonde sur les options sociales et politiques des individus et des groupes sociaux ». Dans l'un des meilleurs livres de sociologie publiés dans la Roumanie post-communiste la réaction de l'opinion publique et la politique sont vues de cette manière. Ce point de vue explique l'inexistence, dans une forme manifeste, de l'opinion publique pendant le régime communiste et l'éclosion des formules de manifestation de l'opinion publique après la chute de ce régime, en 1989. Nous ne pouvons pas réduire l'opinion publique aux sondages. Pour une société fermée, autocratique, l'inexistence des sondages, et même du

¹ Traian Rotariu, Petru Iluș (dir), *Sociologie*, Ed. Mesagerul, Cluj-Napoca, 1996, p. 271.

besoin des sondages, signifie que l'opinion publique n'existe pas. Pour une société ouverte, pluraliste, les sondages sont « une instantanée de l'opinion publique ». ²

Plusieurs instantanées créent une image dynamique. Cette réalité a été bien comprise par la filiale roumaine de la Fondation Soros (maintenant, Open Society Foundation) qui commande des sondages complexes deux fois par an. Si, il y a quelques ans, cette activité était solitaire dans le paysage roumain et que la Fondation Soros avait mal a trouver a chaque fois un autre opérateur spécialisé pour réaliser les sondages, maintenant, en Roumanie, il y a plusieurs instituts expérimentés et habilités dans ce domaine, et qui concourent sur ce marché. Dépendant ou non d'une compagnie étrangère, ces instituts font preuve d'une bonne connaissance du public roumain. Ne pas connaître la spécificité de ce public signifierait refaire l'erreur d'un célèbre institut de l'étrangère qui a utilisé en Roumanie un questionnaire fait pour les Américains, avec des questions et sujets non-representatifs ou même étranges pour les Roumains.

1.2. Le media – créateur d'opinion publique

Un phénomène qui n'est peut-être pas spécifique à la Roumanie mais y est très fort, c'est l'éclosion du media. Après la chute du communisme, les anciens journaux se sont tout de suite convertis en expression libre de l'opinion publique et beaucoup d'autres ont apparu d'une manière vraiment explosive. L'évolution du média a suivi la découverte par les Roumains de la possibilité de faire des démonstrations de rue et de se

² “Que ce soit en France, en Allemagne, en Espagne ou en Hongrie, l'opinion publique ne correspond jamais exactement au dernier des sondages effectués dans les pays concernés pas plus qu'elle n'en est la somme; elle est une réalité complexe sous-jacente, partiellement et imparfaitement saisie grâce à une série d'opérations ou d'instruments de mesure (échantillonnage et ensemble de questions posées lors d'un ou d'une série de sondages. Richard Sinnott, *Opinion publique et politique secrétaire de l'Europe Cahiers de Chaillot*, juillet 1997

constituer dans des partis politiques. Si la vie politique et parlementaire ont déçu les Roumains, les journaux et, plus tard les radios et les télévisions, ont gardé la préférence du public. Le média a été perçu comme une possibilité libre de s'informer et de s'exprimer, un droit gagné en 1989 et, par conséquent, sacré. Les Roumains ont dépense beaucoup d'argent pour acheter de journaux et beaucoup de temps pour les lire et cela va ainsi même de nos jours malgré les conditions économiques qui enfreignent ces possibilités. Immédiatement après 1989, les journaux n'avait pas d'affiliation politique. Mais, au fur et à mesure, elles ont opté pour une certaine orientation mais pas nécessairement politique. Aucun journal de Roumanie ne porte pas le titre d'« organe de presse » d'un parti politique. Si un tel journal existe, il est alors, occasionnel, inconnu, sans représentativité sur le marché ou dans l'opinion publique. Le paysage audio et vidéo est, aussi, très riche, l'un des plus riche sinon le plus riche de PECO. A la télévision et la radio officielles, les autres ont une très grande indépendance, et de vagues préférences politiques. Même les stations publiques ont assuré un degré déterminé d'indépendance, qui est d'ailleurs prévu dans les lois spéciales qui les organisent en tant que sociétés publiques. Le paysage du média est très divers, jouissant de la confiance du public et représentant le cadre essentiel de manifestation de l'opinion publique. Plutôt critiques à l'égard du pouvoir, en Roumanie les journaux sont « le chien de garde » de la société civile ainsi que la théorie les appelle. Pour la politique de sécurité et de défense, le media a été un baromètre permanent et ces thèmes, ajoutés à ceux concernant la corruption, ont constitué des priorités évidentes. Aucun événement (du processus d'intégration euro-atlantique, à l'orientation géopolitique et geo-strategique ou jusqu'à la guerre de Yougoslavie ou la restructuration de l'armée) n'a pas échappé à l'oeil attentif de la presse.

Dans les médias roumains nous assistons, dans les derniers trois-quatre ans à une spécialisation des rédacteurs sur les problèmes militaires et de défense. Il y a des journaux où ces problèmes dont nous venons de parler et les autres, de moindre importance, sont traités indifféremment ; dans autres journaux où les envoyés auprès du Ministère de la défense nationale ont une place privilégiée dans l'économie du journal. Il faut remarquer, ici, le journal «Curierul national» et la télévision ProTV, qui ont bien couvert la participation roumaine aux manoeuvres militaires internationales, les exercices de l'armée roumaine et la participation roumaine aux missions de maintien de la paix sous l'égide de l'ONU. Les médias ont reflété très bien tous les débats concernant l'armée roumaine: son implication dans la répression des manifestant dans les premiers jours de la Révolution roumaine, sa participation à des missions en dehors des frontières du pays, la reforme de l'armée avec tant ce que cela suppose (y compris les réductions sévères de personnel), les affaires de contrebande et de corruption. La crise de Kosovo est lui aussi un sujet largement traité par le media de plus en plus professionnel qui fonctionne en Roumanie.

2. La Roumanie - un pays en quête de la sécurité: la politique de sécurité et de défense après 1989

2.1. L'intégration euro-atlantique - une démarche nationale

En 1990, les Roumains découvrent la liberté de quitter le Pacte de Varsovie et de penser librement à l'OTAN, et même d'en devenir membre. Le premier - ministre roumain à l'époque est le premier chef de

gouvernement d'un pays ex-communiste à avoir des contacts officiels avec l'OTAN.

Pour les Roumains, la sécurité est la première nécessité de la politique étrangère post-communiste. Après le dégel de l'histoire, ils se souviennent qu'avant le communisme, tout de suite après la guerre, les Russes les ont occupés, en leur imposant leur idéologie, et ils se sentent trahi par les Occidentaux. En leur demandant l'adhésion aux structures occidentales de sécurité, c'est, à leur avis, une réparation historique pour l'abandon d'il y a une demie siècle.

Très peu de personnes peuvent indiquer le moment de la disparition du Pacte de Varsovie. Beaucoup de monde dira que cet accord militaire communiste a disparu le 22 décembre 1989, pendant la Révolution roumaine. Cette opinion n'est erronée que du point de vue chronologique. Du 22 décembre 1989 jusqu'au 31 mars 1991, la date officielle de la dissolution du Pacte, c'est l'agonie de ce système de sécurité trop lié à la dictature communiste. Paradoxalement, la Roumanie de Ceau^oescu a fait figure de dissidente au sein du Pacte, sans participer effectivement aux applications militaires, sans intervenir en Tchécoslovaquie, en 1968. Pour le Pacte de Varsovie, la Roumanie a été comme la France pour l'OTAN. En ce qui concerne l'Union Européenne, la Roumanie a été même une sorte de pionnier, en étant le seul pays communiste qui a développé des relations avec les Communautés Economiques Européennes. La détérioration de ces relations va de paire avec l'évolution vers la bien connue dictature du régime communiste de Ceau^oescu. Quand le média, totalement contrôlé par le régime communiste, a reçu l'ordre d'introduire la mention « ouest » entre les mots « économique » et « européenne » du nom de CEE, cela a été un signal évident quant à la détérioration et à la tête tournée du monde occidental dont le régime du jeune Ceau^oescu paraissait être l'enfant chéri.

En Roumanie, l'opinion publique a été la plus dévouée aux idéaux d'adhésion à l'OTAN et à l'UE. Dans les sondages les pourcentages de l'approbation de cette orientation se sont situés entre 80% et 95%, la seule chute ayant été enregistrée pendant la crise de Kosovo. L'ancien public pro-OTAN qui ne s'exprime plus pour l'adhésion n'a pas choisi une alternative de sécurité mais s'est constitué dans une masse de gens déçue. Le paradoxe est que les Roumains, public et classe politique, ont perçu et ont traité l'intégration dans l'Union Européenne comme une assurance de sécurité et l'admission dans l'OTAN comme un essor économique.

En 1996 le président Iliescu, vu comme un continuateur réformiste du fil communiste, a perdu le pouvoir, par la voie des élections. Mais le sommet décisif de Madrid approche et tout de suite la campagne pour séduire l'OTAN commence. On reconnaît que la Roumanie pourrait perdre cette course et on accuse l'ancien président d'avoir fait traîner les choses, de n'avoir rien fait pour se rapprocher de l'OTAN. « Nous ne pouvons pas faire en sept mois ce que les autres n'ont pas fait en sept ans », était le slogan qui a préparé l'acceptation de l'échec. Jusqu'à Madrid, l'opinion publique roumaine a suivi un parcours semblable à celui des pays invités : la Hongrie, la Pologne et la République Tchèque. Après ce moment, l'enthousiasme s'est réduit. C'est le nato-scepticisme qui gagne ou c'est simplement la sortie d'une campagne fatigante? A Madrid, la Roumanie n'a pas été parmi les premiers pays invités à adhérer à l'OTAN à cause de l'opposition farouche des Américains ; quelques jours après le sommet de l'OTAN, le président Clinton visite la Roumanie où il est reçu en héros. La bataille pour l'OTAN pouvait continuer, avec le soutien de la population et de déclarations qui ne laisse transparaître aucune assurance certaine pour l'avenir, de la part des officiels de l'OTAN. L'échec de Madrid a beaucoup changé les choses

dans le discours de la Roumanie sur la sécurité. Les supporters de l'OTAN se sont retrouvés affaiblis tandis que les autres ont reçu un vrai ballon d'oxygène. Une étude des positions exprimées pendant les premiers mois après Madrid montre, tout de même, que les représentants des positions anti-OTAN n'ont pas utilisé cet avantage moral. Cela signifie qu'il n'existe pas une forte opposition à l'option pro-occidentale, ce qui signifie qu'on en pourrait tirer des profits. Seulement les positions anti-hongroises ont eu l'occasion de présenter l'acceptation de la Hongrie dans l'OTAN comme une menace pour la Roumanie.

2.2. La politique régionale de sécurité

Dans les dernières années, la Roumanie a participé à plusieurs initiatives de coopération régionale dans le domaine économique, mais aussi politique et militaire. Le discours géopolitique et géostratégique est plus présent que jamais, même au niveau du président qui a lancé des initiatives trilatérales de coopération avec les pays voisins. Le public n'a pas accordé une attention et importance très grandes aux initiatives trilatérales du président, l'option occidentale, liée à l'OTAN, étant trop forte. L'histoire nous fait nous souvenir du système d'alliances régionales créé avant la deuxième guerre mondiale par le ministre roumain des affaires étrangères de l'époque, le grand diplomate Nicolae Titulescu, système qui s'est rapidement effondré et qui n'a pas pu empêché les avatars que la Roumanie a subi par la suite. Mais, l'initiative régionale n'exclut pas l'option euro-atlantique. A Sinaia, pendant la troisième réunion trilatérale au sommet Roumanie-Bulgarie-Turquie, le président turc Suleyman Demirel, a exprimé la conviction que "dans un avenir pas trop lointain, la Roumanie et la Bulgarie deviendront membres de l'OTAN" parce que, dans le sud-est de l'Europe, "le parapluie de la sécurité est important et peut se réaliser par l'extension de l'OTAN".

Les relations avec les voisins sont fortement liées à l'histoire. Vers le sud se trouve la Bulgarie, dont la Roumanie est séparée par la frontière la plus sûre: le Danube. Un seul coin est découvert par le parcours du fleuve vers la Mer Noire et là, Roumains et Bulgares se disputent. La région entre le Danube et la Mer s'appelle la Dobroudja et représente la sortie à la mer de la Roumanie. Le sud de Dobroudja, le Cadrilater, a passé, dans la première moitié de ce siècle, d'une main à l'autre entre la Roumanie et la Bulgarie. La dernière fois, le Cadrilater est passé aux Bulgares après un ultimatum, le dernier des trois qui ont réduit à deux tiers la superficie de la Roumanie, en 1940. A cette occasion a eu lieu même un changement de population mais cette histoire est presque oubliée. Seulement les extrémistes nationalistes des deux côtés du Danube se le rappellent encore.

Vers l'Est se trouve la République de Moldova, ancienne partie de la Roumanie, prise par Stalin, également par la force d'un ultimatum, en 1940. Après la chute de l'Union Soviétique, la République de Moldova s'est déclarée indépendante mais le geste réparatoire de se réunifier avec la Roumanie devient de plus en plus un idéal trop éloigné. 60% de la population de cet état est d'origine roumaine et même si la langue parlée est identique à la celle parlée en Roumanie, elle a été nommée, par la Constitution de cet état, "la langue moldave". Bien que les autorités de Bucarest désirent dénommer le Traité bilatéral, "traité fraternel", celles de Kishinau insistent que celui-ci soit seulement politique. Un aperçu objectif des relations moldavo-roumaines montre qu'elles ont connu, après 1990, une évolution sinueuse. Les années d'effusion 1990 - 1991 ont été suivies d'un recul en 1992 et d'une période de relance favorisée par le dialogue direct et le rapprochement entre les deux présidents Emil Constantinescu et Petru Lucinschi. "Il y a eu des oscillations normales qui tiennent des succès ou des insuccès de la politique russe de rétablir ses

zones d'influence", précisent des sources proches du ministère roumain des Affaires étrangères. En vue du rapprochement entre les deux pays, en 1993, le gouvernement roumain a mis à la disposition de la République de Moldova, chaque année, un fonds annuel d'à peu près un million de dollars qui lui permette de dérouler des actions. Une grande partie de ces fonds est destinée à des projets industriels, telle la construction de lignes de transport de l'électricité. Depuis décembre 1998, la Roumanie fournit, de l'électricité à la République de Moldova. En échange, l'État roumain recevra des actions à des sociétés moldaves. Les autorités de Kishinau espèrent ainsi attirer le capital roumain sur le marché moldave. Il y a deux hypothèses, beaucoup véhiculées à Bucarest et à Kishinau également: la République de Moldova, porte de la Roumanie vers le marché de la CEI et la Roumanie, porte de la République de Moldova vers le marché ouest européen ". Malheureusement, jusqu'à présent, les deux variantes n'ont pas dépassé l'état de projet.

La carte de la République de Moldova ne correspond pas exactement au découpage de 1940. Une partie du territoire pris par l'Union Soviétique en 1940 appartient maintenant à l'Ukraine. Les Roumains de la région de Cernauti et de celle d'Odessa se sont sentis trahis par le Traité bilatéral signé par Bucarest et par Kiev juste avant le sommet de l'OTAN de Madrid. Cette signature est perçue comme un effort de Bucarest de se présenter en bon élève à cette rencontre ou devait se décider qui va adhérer à l'OTAN. Si le Traité avec l'Ukraine était considéré, avant Madrid, un document acceptable, la désillusion de l'omission de la Roumanie de la liste des nouveaux membres de l'OTAN a mis le Traité avec l'Ukraine dans un très mauvaise lumière. Au delà des ses prévisions, le moment de la conclusion du traité a été considérée une abdication du pouvoir de l'intérêt national non pas pour gagner la sympathie, mais plutôt la bienveillance de l'Occident.

La Hongrie est considérée la grande menace pour la sécurité et l'intégrité de la Roumanie. Le recours à l'histoire nous offre quelques faits qui nourrissent ces opinions. La Transylvanie, l'une des trois provinces historiques de la Roumanie, a été, même si peuplé en majorité par les Roumains, une partie de l'état hongrois. Une fois revenue à la Roumanie, une demie de cette région a été découpée par un arbitrage fasciste en 1940 mais en fin de comptes elle a été réintégrée à la Roumanie après la deuxième guerre mondiale. Ce découpage, connu sous le nom du « Diktat de Vienne » a choqué l'opinion publique roumaine et est resté dans son esprit comme la matérialisation de la menace permanente du revanchisme hongrois qui n'a jamais renoncé à récupérer la Transylvanie. Cette peur est fortement exploitée par les extrémistes et il y a des hommes politiques et des journaux spécialisés à en tirer la sonnette d'alarme sur le danger hongrois. Le cas « România Mare » (La Grande Roumanie) est la somme de cette politique, individuelle, de parti ou médiatique: un homme, le sénateur Corneliu Vadim Tudor, ancien chantre du régime du Ceau^oescu, a créé une revue et a constitué un parti ayant le même nom et la même idéologie que la revue, « România Mare ». Le succès relatif du phénomène « România Mare » est expliqué par le fait qu'il réunit les opinions conformément auxquelles la Hongrie est une menace pour la Roumanie. Paradoxalement, le parti « România Mare » a été l'un des alliés du Parti de la Démocratie Sociale de Roumanie (PDSR) de l'ancien président, Ion Iliescu, le pouvoir même qui a négocié et signé le Traité politique, de coopération bilatérale, entre la Roumanie et la Hongrie. Cet événement est intervenu en septembre 1996, un mois avant les élections perdues par M. Iliescu et son PDSR. Bref, les traités politiques avec les voisins les plus importants ont été signés peu avant des « batailles » très importantes mais qui ont été perdues. Tous les deux présidents post-communistes de la Roumanie ont connu une telle expérience.

Le seul traité sans problèmes signé avec un pays voisin est celui avec la Yougoslavie. Il met en relief les bonnes relations avec cet état bien que beaucoup commentées pendant la crise de Kosovo. La seule existence du traité a posé à la Roumanie de vrais problèmes d'interprétation quant à son soutien à l'OTAN et à ses actions contre la Yougoslavie. Après l'adoption par le Parlement roumain d'une décision permettant aux appareils de l'OTAN d'accéder pour une période illimitée dans son espace aérien, l'ambassadeur de la Yougoslavie à Bucarest a adressé une lettre à tous les groupes parlementaires dans laquelle il affirme que l'adoption de d'une telle décision serait une violation flagrante du Traité yougoslavo - roumain. La lettre précise que, selon l'art. 7 du traité, "aucune des parties contractantes ne permettra à un tiers état d'utiliser son territoire pour commettre un acte d'agression contre l'autre partie et n'accordera aucune aide à un tel tiers état "

L'ambassade de la République fédérale de Yougoslavie à Bucarest se déclare, dans cette message, préoccupée par les "tendances existantes et par les initiatives de plus en plus fréquentes de l'OTAN de faire, par des pressions contre la Roumanie voisine, inclure ce pays directement ou indirectement dans cette intervention militaire illégitime". "Je refuse de croire que l'état roumain se permettrait, en approuvant les frappes de l'OTAN contre la Yougoslavie, d'abandonner les Roumains de Yougoslavie", indique l'ambassadeur qui ajoute que de nombreux représentants de la vie politique et publique roumaine se sont déclarés contre les bombardements de l'OTAN et contre l'implication directe ou indirecte de la Roumanie dans une possible intervention militaire en Yougoslavie. Le ministère roumain des Affaires étrangères a estimé que l'utilisation du territoire de la Roumanie par l'OTAN pour des opérations militaires ne représente pas, du point de vue des autorités de Bucarest, une violation du traité bilatéral avec la Yougoslavie. La position de

Bucarest est que les résolutions du Conseil de Sécurité de l'ONU ne qualifient pas l'intervention de l'OTAN d' "acte d'agression", alors que le traité yougoslavo- roumaine évoque précisément cette situation.

3. L'impact de l'opinion publique sur la politique de sécurité et de défense à différents niveaux

Selon Hobbes le monde est conduit par l'opinion et l'essentiel de ce chapitre est de déterminer les rapports entre l'opinion publique et la politique. Les partis politiques sont les premiers à avoir compris et à percevoir les manifestations de l'opinion publique sur tous les problèmes de l'actualité, les options de sécurité et de défense y comprises. Les premiers partis constitués après 1989 ont eu une vision de sécurité pro-occidentale. S'opposer à cette presque unanimité nationale, c'était une sorte de suicide politique. Après les premières élections de 1990 et même après celles de 1992, il y a eu quelques voix prônant la redécouverte des relations d'alliance orientées vers l'Est, vers une Russie en quête de prestige international. Ces orientations ont paru en même temps que les difficultés que la démocratisation et les réformes économiques supposaient, sur le fond d'une découverte de « la vie d'autrefois». Des fois, l'orientation vers l'Est a été une sorte de fronde politique.

L'option pro-occidentale des citoyens, exprimée par l'intermédiaire des partis politiques, se retrouve dans la composition des premiers Parlements et gouvernements. L'orientation vers l'OTAN est unanime et les seules idées que pouvoir et opposition partagent sont celles concernant l'idée d'intégration euro-atlantique.

Dans les sondages, les institutions auxquelles les Roumains font toujours confiance sont l'Église et l'Armée³. Totalement subordonnée par le clan Ceau°escu, l'armée, organisme vaste, essentiel pour la sécurité d'un pays, a besoin de beaucoup de temps et d'effort pour se transformer, pour devenir un mécanisme moderne. Le rôle de l'armée pendant les événements de 1989 qui ont mené à la chute du régime communiste oscille entre le soutien de la révolte populaire et l'implication dans la répression sanglante de la révolte anticomuniste. L'armée a du mal à se réformer aussi à cause de la situation économique beaucoup plus faible que les enjeux devant lesquelles elle se trouve. A part l'implication de l'armée dans les événements de 1989, l'armée a dû faire face à beaucoup d'autres situations incommodes, bien reflétées par la presse.

Mais le soutien populaire pour cette institution reste inchangé. Une enquête télévisée nous montre des gens qui, même ayant une situation financière modeste, sont d'accord à payer un impôt supplémentaire pour l'armée. Car la situation précaire de l'armée influence aussi sur sa capacité opérationnelle.

Un rapport présenté à la commission de défense du Sénat avançait l'idée que, dans l'éventualité d'un conflit militaire, l'armée roumaine ne serait opérationnelle que dans 180 jours et que l'aviation militaire, faute de fonds, ne pourrait utiliser que 40 avions de chasse. Ces informations qui ont provoqué de l'inquiétude parmi la population ont été commentées et combattues lors de l'émission "Le principe du domino", diffusée par la TVR1 et à laquelle ont participé, plusieurs responsables de l'armée, le chef de la commission de défense de la Chambre des Députés, Ioan Mircea Pa°pcu, et le conseiller présidentiel pour les problèmes de défense,

³ Selon un sondage du Centre de Sociologie urbaine et régionale (CURS), aux premiers jours du mois d'avril 1999, les Roumains font toujours confiance à l'Eglise (82%) et à l'Armée (70%). En revanche, les principales institutions de l'État sont créditées de peu de confiance: les partis politiques (8%), le Parlement (14%), le Gouvernement (17%), la Présidence (24%) et la Justice (25%).

Dorin Marian. Officier d'une habileté reconnue, le chef de l'Etat Major Général de l'armée, le général Constantin Degeratu a corrigé l'information mais a relevé que "le rapport présenté est réel, mais pas à même de nous inquiéter, mais seulement de nous préoccuper". Il a ajouté que "le document fait une analyse lucide de la situation dans laquelle se trouve l'armée roumaine" qui manque de fonds. Le général Degeratu soutient toutefois qu'en principal, la capacité de défense de la Roumanie s'est avérée crédible jusqu'à présent.

Les participants à l'émission ont reconnu que le problème le plus difficile auquel l'armée roumaine se confrontait était le manque d'argent. Dorin Marian a promis que l'armée bénéficiera en 1999 et en 2000 d'un budget supplémentaire. Ioan Mircea Pa°cu a proposé que les allocations budgétaires destinées à l'armée augmentent cette année par une nouvelle distribution des ressources existantes. On espère que le budget de l'armée augmente de 230 millions de dollars à présent à 1,4 milliards de dollars en 2005.

L'opinion du général Degeratu est que, dans ce contexte, il "est normal de dépenser de l'argent dans ce domaine parce qu'il n'existe pas d'autres possibilités pour assurer notre sécurité". Il a dit que "la Roumanie a besoin de sécurité, qu'elle soit ou non membre de l'OTAN". Le général relève que les problèmes auxquels l'armée se confronte ne sont pas nouveaux, mais qu'ils datent depuis les années '80 lorsque les dépenses d'équipement ont été stoppées.

En juin 1999, le Conseil Suprême de Défense du Pays a approuvé, dans le cadre des changements de la Doctrine nationale de défense, un « Concept de restructuration et modernisation de Forces Armée roumaines » selon les principes énoncés par le chef de l'Etat Major Générale, le général Constantin Degeratu.

4. L'effet d'accélération des événements récents : la crise de Kosovo et le sommet de Washington

4.1. L'opinion publique et la crise de Yougoslavie

Les événements autour de la crise de Kosovo ont bouleversé les relations internationales et ont imposé la nécessité d'un nouveau chapitre dans ce ouvrage. Le hasard fait que l'anniversaire du cinquantenaire de l'OTAN et sa célébration soient survenu en pleine implication militaire de l'Alliance dans une guerre, en fait la première guerre de l'OTAN, contre un pays non-membre.

Ces événements ont été très riches en émotions et perceptions pour l'opinion publique de Roumanie, pays voisin de la Yougoslavie, pleinement dédié à la cause de l'adhésion à l'OTAN mais refusé pour la deuxième fois.

Le développement tout entier du conflit qui a opposé l'OTAN à la Yougoslavie a été suivi avec un très grand intérêt en Roumanie. D'une part se trouve l'opinion publique et d'autre part la classe politique, avec des nuances des chacune des deux parties.

La population a espéré que les Serbes et les Kosovars allaient arriver à un compromis à Rambouillet et très peu d'entre eux croyaient que l'OTAN allait bombarder la Yougoslavie, après l'échec de ces négociations. Le début des bombardements a été un vrai choc pour les Roumains, qui voyaient la guerre s'approchant de leurs frontières et touchant un peuple bien connu pour eux. La première perceptions a été une humanitaire et chrétienne, de compassion pour son prochain. Pour la plupart de la population qui ne procède pas à une action civique – démonstrations pro ou contre, déclarations, etc. – l'effet a été l'érosion du soutien pour les

Etats Unis, pour l'OTAN et pour la civilisation occidentale. La partie qui se propose de s'exprimer a eu l'occasion de faire cela par les sondages ou par la participation à des actions manifestes. Un sondage réalisé du 17 au 20 avril 1999 par l'institut IMAS indique que trois Roumains sur quatre - 75,8 % - s'opposent à l'intervention militaire de l'OTAN en Yougoslavie et que 9,3 % seulement sont pour cette intervention. A Bucarest et surtout à Timisoara (ouest de la Roumanie) les représentants de la minorité serbe qui vit en Roumanie, étudiants, intellectuels, la plupart ayant une position anti-occidentale, ont été organisés des manifestations contre l'action de l'OTAN. S'il n'y a pas de manifestations de rue en faveur de l'action de l'OTAN, c'est que cette position a été exprimée dans des conférences, symposiums, articles. Parmi les catégories professionnelles, les intellectuels forment la majorité de ceux qui soutiennent l'action de l'OTAN contre la Yougoslavie.

Le pourcentage de ceux qui s'opposent à l'action de l'OTAN en Yougoslavie et le pourcentage de ceux qui s'opposent à l'entrée de la Roumanie dans l'OTAN ne sont ni identiques ni très proches. Si, selon IMAS, en avril 1999 75,8% des Roumains s'opposent à l'action de l'OTAN en Yougoslavie, seulement 28,6 % s'opposent à l'entrée de la Roumanie dans l'OTAN, tandis que 14,5 % s'abstiennent de se prononcer et 57 % se prononcent pour l'admission de la Roumanie dans l'OTAN.

Mais, il est évident que les événements de Yougoslavie ont fait baisser le soutien populaire de l'adhésion à l'OTAN. En février 1997, avant le sommet de Madrid, le taux de soutien avait été de 89 %, pour baisser en 1998 à 67 %. Selon le baromètre réalisé par IMAS, en avril 1999, à peu près de 57 % des Roumains se prononcent pour l'admission de la Roumanie dans l'OTAN. Le paradoxe fait que la chute enregistrée après la déception causée par le refus de la candidature de Roumanie, à Madrid, soit deux fois plus grande que celle causée par les événements de

Yougoslavie. Mais l'importance accordée par les milieux anti-OTAN à cette diminution du soutien causé par les événements de Yougoslavie a été deux fois plus grande.

Parmi les aspects qui ont influencé l'attitude de la population il y a l'invocation de la "traditionnelle amitié avec le peuple serbe", l'émotion très forte créée par les images présentant les effets des bombardements, la situation de la minorité roumaine de Yougoslavie, la peur que la Roumanie souffrirait un même traitement à cause des demandes autonomistes de la minorité hongroise. Dans ce cas-là fonctionne le souvenir de l'année 1940 quand les pouvoirs fascistes ont obligé la Roumanie de céder une partie de son territoire à la Hongrie. A Bucarest et à Timișoara, pendant les protestations contre l'action de l'OTAN l'un des slogans était "Aujourd'hui en Yougoslavie, demain en Transylvanie", une paraphrase du slogan de la révolution roumaine de 1989, qui a commencé à Timișoara.

A l'égard de la crise de Kosovo, les Roumains ont eu une attitude pacifiste. Selon un sondage réalisé pendant le conflit de Yougoslavie par l'institut CURS, 84 % des Roumains se prononcent pour une solution pacifique de la crise du Kosovo. Selon le même sondage, 9 % des sujets questionnés pensent que l'acceptation du Traité de Rambouillet serait la meilleure solution pour résoudre la crise, alors que seulement 1 % se prononcent pour l'intervention de l'OTAN au Kosovo. A la question qui est le responsable de la situation actuelle, 39 % des Roumains répondent la Yougoslavie, 34 %, l'OTAN, 11% accusent l'ALK (connue sur le nom d'UCK) et 3 % pensent que quelqu'un d'autre en est responsable. Un autre sondage, réalisé en mai 1999 par l'institut Metro Media Transilvania et commandé par la Fondation pour une société ouverte (Open Society Foundation, ancienne Fondation Soros), indique que 37% des Roumains

considèrent que le président Milosevic est le principale responsable pour la situation de Yougoslavie et seulement 12% montrent de doigt l'OTAN. Le débat autour de la crise de Kosovo est parfaitement illustré par l'affirmation du célèbre historien des religions, Mircea Eliade, qui dit que le peuple roumain dépense beaucoup d'énergie pour la politique. Même si la concentration des positions concernant la crise ne suit pas de très près la distribution des opinions politiques, l'énergie dépense autour de ce sujet a été énorme. Plus que la population, le média a paru bien divisé. Cette fois, la ligne de démarcation a suivi le soutien politique reconnu, d'un parti ou d'une personnalité politique. Programmatiquement contre l'OTAN et l'action en Yougoslavie s'est placé le journal "Cotidianul". Sous la direction de Ion Cristoiu, un personnalité fortement polémiste, le journal a critiqué durement l'intervention de l'OTAN, en s'appuyant sur des photos, de reportages sur places et des opinions des personnalités reconnues et avec un grand impact sur le public. Même si le ton a menacé de tomber dans l'imprécation, cette frontière n'a pas été, quand même, dépassée. Parfois, les titres et les explications de photos créent une impression propagandistique. Les autres journaux ont exprimé des positions équilibrées, remarquant l'image tragique de la guerre et reflétant objectivement les décisions politiques. Le journal « România liberă » a continué de soutenir le président Constantinescu dans ses démarches, le quotidien « Adevărul » a critiqué la politique officielle qui n'est pas considérée très pragmatique, mais trop obédiente à l'égard des demandes occidentales et beaucoup de journaux ont envoyé des correspondants à Belgrade et en Voïvodine, région où se trouve une forte minorité roumaine. Une autre minorité importante se trouve sur la Vallée du Timoc, près de la frontière yougoslavo-bulgare. Cette minorité ne jouit d'aucun droit et n'est pas reconnue par Belgrade. La situation de la minorité roumaine de Voïvodine et de Timoc est abordée souvent par les

journalistes roumains, plutôt par les journaux que par les télévisions ou les radios, sauf la Radio officielle.

La classe politique a été, elle-aussi, très divisée quant aux évolutions du conflit de Kosovo. Le pouvoir, fidèle aux engagements du pays, a soutenu presque sans conditions toutes les démarches et demandes de l'OTAN. Ni l'opposition formée par l'ancien parti au pouvoir, le Parti de la Démocratie Sociale de Roumanie (PDSR) n'a porté atteinte à l'essentiel de la politique issue des engagements du pays mais a bien critiqué les décisions du pouvoir autour de ce sujet. Ce ne sont pas les principes que le PDSR attaquait mais le comportement de l'alliance installée au pouvoir après les élections de 1996. Les autres parties d'opposition parlementaire ou extraparlamentaire ont exprimé des positions plus extrémistes, contre l'OTAN et la politique de rapprochement de l'Alliance.

Au début de la crise et des bombardements, le président a paru à la télévision en exprimant l'engagement total auprès de l'OTAN, avec le respect des lois du pays. Mal compris ou contre le sens du sentiment public cette position a mené à la baisse de la popularité du président. Bien sûr, nous pouvons croire que cette dépréciation de l'image publique du président est aussi due aux problèmes strictement internes, mais M. Constantinescu a préféré, au lieu de ces débats passionnelle une équidistance, elle - aussi critiqué. Temporairement, le rôle d'exprimer les positions officielles anti-yugoslaves a été assumé par le ministre des Affaires Etrangères, M. Andrei Pleșu. Au delà du débat politique c'est le Parlement qui se prononce sur toutes les décisions qui impliquent la Roumanie dans un tel ou tel aspect de la crise de Kosovo. Le président n'est revenu avec un message télévisé pour le peuple que dans le moment où il y a eu un résultat concret des ses efforts, une référence positive du président Clinton qui parlait de la Roumanie. La nécessité de l'apparition

du président devant les caméras était due à l'inquiétude de la population pendant les premiers jours de bombardements. Dans son message télévisé, M. Constantinescu disait qu'il comprend que la principale source d'inquiétude des Roumains est liée à la stabilité dans les Balkans. "La souveraineté, l'indépendance, l'intégrité et l'unité de la Roumanie ne sont et ne peuvent pas être mises en question. La Roumanie est vue comme un exemple de règlement sage et démocratique des problèmes politiques, inter-confessionnels et inter-ethniques". Il a cité le président américain Bill Clinton qui, en parlant du régime de Slobodan Milosevic - "qui, avec sa machine de propagande et ses troupes paramilitaires, force les gens à quitter leur pays, leur histoire et leur terre" - a donné l'exemple de la Roumanie "qui a édifié sa démocratie en respectant les droits des minorités ethniques".

Encore une fois, le président de la Roumanie a souligné que la sécurité de la Roumanie est due à l'option ferme pour l'adhérer à l'OTAN et à l'UE. Et cette option doit être claire parce que pour la Roumanie, "il n'y a et il ne peut y avoir d'autres options stratégiques, ni de chemins de milieu, ni de neutralités sans contenu". Il a expliqué que la Roumanie a choisi cette voie de la fermeté parce que, dans son histoire, elle a beaucoup trop souffert à cause des positions équivoques de ses dirigeants. Constantinescu a réaffirmé, aussi, l'engagement de Bucarest pour la recherche d'une solution politique du conflit de Yougoslavie et a fait appel à l'unité dans les options de politique étrangère de Bucarest. La diplomatie a continué de développer différentes initiatives régionales concernant la paix et la stabilité dans les Balkans et le sud-est de l'Europe. La plupart de ces initiatives ont été soutenues par la Bulgarie, la Grèce et la Turquie, de pays avec différents positions sur la scène

internationale et avec différentes affiliations mais sont totalement concernés par les évolutions dans cette région.⁴

Le Parlement a débattu et approuvé chaque réponse, toujours positive, aux demandes de l'OTAN. Si avant le début des bombardements le débat n'était pas trop animé, toutes les autres décisions ont joui d'un intérêt accru de la part des partis politiques parlementaires. L'un des documents concernant la crise de Yougoslavie adopté par le parlement roumain date du début même de la crise quand le forum législatif roumain a réussi à rédiger et approuver une déclaration de principe acceptée par toutes les forces politiques et invoquée plusieurs fois par les forces politiques mêmes. Le texte final de la déclaration des deux Chambres représente, selon les représentants des partis politiques, un compromis qui a permis son adoption à une large majorité. Les représentants des partis de l'arc gouvernemental auraient souhaité que la position de la Roumanie soutienne avec plus d'énergie l'intervention de l'OTAN, alors que les représentants des partis d'opposition auraient voulu que l'intervention de l'OTAN dans l'espace yougoslave soit condamnée. Dans cette Déclaration, les parlementaires roumains, députés et sénateurs, se montrent profondément inquiets de l'existence d'un conflit militaire dans le voisinage des frontières nationales, ainsi que du péril d'extension de ce

⁴ Une autre initiative de paix roumaine est celle signée par le président du Senat, ancien premier ministre et rapporteur de l'AAN, M. Petre Roman. A Rome, aux travaux du Comité pour l'Europe Centrale et Orientale de l'Internationale Socialiste, réuni pour examiner la crise du Kosovo, ainsi que les dernières évolutions en Yougoslavie le président du Parti Democrate a présenté aux responsables socio-démocrates européens, les lignes générales de son plan. Les cinq points de référence du plan visent : le renforcement de la représentativité de la population minoritaire albanaise du Kosovo, la possibilité de s'exprimer par d'autres voix que celle du président Slobodan Milosevic, le retour des réfugiés, la mise en application d'un plan de reconstruction, pour le développement économique de la région, et la recherche d'une solution politique pour éviter la création de nouvelles lignes de démarcation et de division en Europe.

conflit, de l'évolution grave des événements en Yougoslavie et de l'accentuation sans précédent de la tension et du conflit dans ce pays. Le Parlement de Bucarest s'est prononcé pour la réalisation des conditions en vue de la cessation des opérations militaires dans l'espace yougoslave et la reprise des négociations qui permettent l'élaboration d'une solution politique de longue durée, qui garantisse : la cessation de toute répression et violence à l'encontre de la population civile, notamment contre les citoyens de la minorité albanaise du Kosovo; l'intégrité territoriale et la souveraineté de la R.F. de Yougoslavie et de la Serbie; le respect des droits des citoyens appartenant aux minorités de l'espace yougoslave; le retour de la population dispersée, dans des conditions de totale sécurité.

Le législatif de Bucarest s'exprime aussi au nom du peuple qu'il représente en réaffirmant, conformément à l'intérêt national, l'option ferme de la Roumanie pour l'intégration à l'OTAN, la considérant l'unique solution pour garantir sa propre sécurité, selon ses aspirations de paix et son souhait de bon voisinage.

4.2. Le Sommet de Washington et la Roumanie

Un autre événement avec une très grande influence sur l'opinion publique roumaine a été le sommet de Washington, une réunion tant anniversaire que de crise. Avant le sommet de Madrid, en 1997, dans une atmosphère d'euphorie nationale stimulée par les médias et les sondages d'opinion, l'adhésion à OTAN était donnée pour presque certaine. Les assurances venues de la part de la France et des principales capitales atlantiques, surtout du flanc sud, ne manquaient pas non plus. Même les conditions internes étaient propices. L'opposition avait remporté les élections et avait pris le pouvoir, la transition s'était faite dans les conditions les plus normales et démocratiques et l'Occident avait un regard positif pour les changements intervenus. La seule chose perdue de

vue était la nature des signaux qui provenaient de Washington, qui s'est farouchement opposé à l'invitation de la Roumanie à l'admission. La seule chose que Bucarest a pu obtenir au sommet de la capitale espagnole a été sa nomination, à côté de la Slovénie, en tant que principaux pays favoris pour la prochaine vague d'élargissement de l'Alliance. Dans les deux années passées depuis, les choses ont beaucoup changé. Pour des raisons découlant des évolutions internes de l'Alliance, mais aussi de la scène politique internationale, dont on ne peut pas négliger l'opposition ferme de la Russie à l'élargissement de l'OTAN, l'enthousiasme à l'égard de ce processus s'est refroidi en bonne mesure. A Washington la Roumanie a obtenu de nouveau une nomination en tête de liste mais cette fois elle n'attendait pas autre chose, en sachant que le sommet du cinquantenaire n'allait pas faire d'autres invitations. De toute façon, les responsables de l'OTAN avaient décidé que le sommet de Washington ne lancerait aucune nouvelle invitation d'adhésion sans que le processus d'élargissement de l'alliance fut gelé. Paradoxalement, le nombre d'Etats candidats à être reçus par l'Alliance a augmenté et, à côté de la Roumanie, de la Slovénie et des pays Baltes, le statut de membre de l'Alliance est à présent convoité aussi par des pays tels que la Bulgarie, la Slovaquie, l'Albanie et l'Ancienne république yougoslave de Macédoine. Malgré l'opposition de l'actuelle administration américaine et d'autres états membres, les responsables de l'OTAN ne peuvent pas négliger les aspirations des pays qui se sont trouvés, pendant des dizaines d'années, sous l' « ombrelle protectrice » de l'ancienne Union Soviétique d'assurer leur sécurité en adhérant à l'OTAN. En plus, le conflit du Kosovo a démontré combien la situation du sud-est européen, zone où se situe la Roumanie, est fragile et pleine de dangers. C'est aussi la raison pour laquelle les responsables de l'organisation ont tenu à souligner, surtout dans les mois qui ont précédé le sommet, que les portes de l'OTAN

restent ouvertes à l'accueil de nouveaux membres, que le processus d'élargissement se poursuivra. Les discussions au sein de l'Alliance, portant sur ce thème, ont convergé vers l'acceptation d'une solution du genre "Madrid plus", au plan politique et technique, beaucoup moins que l'opinion publique roumaine attendait après tant d'effort et dans une position appréciée comme la plus favorable jamais obtenue.

Une idée précisée dans les prises de position des états membres de l'OTAN fut celle que la sécurité de la région des Balkans était essentielle pour assurer une stabilité dans l'ensemble de la zone euro-atlantique. D'ailleurs, dans le communiqué final du sommet de Washington, les pays membres ont souligné que leur objectif était de voir les pays de la région s'intégrer dans la communauté euro-atlantique. "Nous tenons - est-il dit dans le communiqué mentionné - à ce que tous les pays et les peuples de l'Europe du sud-est jouissent de paix et de sécurité pour pouvoir établir entre eux des relations normales, reposant sur le respect des droits de l'homme, la démocratie, la liberté individuelle et la priorité du droit".

Il est à noter le souhait de l'OTAN d'instituer un forum de consultations avec les pays voisins de la Yougoslavie ayant pour thèmes des questions de sécurité. Selon les déclarations du président américain faites une semaine avant le sommet, l'OTAN envisage, compte tenu justement des différences de développement économique, ainsi que de la diversité et la complexité des problèmes de chaque pays de la région, de concentrer les efforts internationaux dans la direction du développement et de la stabilisation des Balkans. Ces efforts doivent être globaux, cohérents et bien coordonnés. L'OTAN, l'UEO, l'UE, l'OSCE et les Nations Unies devront coopérer d'une manière plus serrée pour réaliser cet objectif. Un rôle essentiel revient à cet égard aux institutions financières internationales. Roumanie a souffert des grandes pertes à cause du conflit de Yougoslavie. Avant la crise de Kosovo les pertes causées par

l'effondrement de l'ancienne fédération étaient estimées à 7 milliards dollars, beaucoup d'entreprises roumaines fonctionnant en complémentarité avec des compagnies yougoslaves. Bucarest dépense beaucoup d'énergie pour se voir placé dans une position favorable dans le processus de reconstruction de la Yougoslavie dans la phase post-confliktuelle. C'est une tentative de récupérer une partie des pertes subies, dans un contexte de grands problèmes économiques, aggravés par ces pertes, jamais soulagées par aucun programme d'aide internationale.⁵ A Washington, le président Emil Constantinescu a présenté l'offre de la Roumanie pour la reconstruction du sud-est européen. Ce projet propose une approche simultanée des questions militaires et stratégiques, politiques, mais aussi financières. Dans ce projet devront être impliquées l'OTAN, les USA et en tout premier lieu l'Union Européenne et tous les états industrialisés, l'OSCE et le Conseil Européen. Le chef de l'État roumain a fait valoir dans son intervention non seulement l'importance de consolider le versant sud de l'OTAN par l'admission aussi vite que possible de la Roumanie, de la Slovénie et de la Bulgarie, mais aussi la nécessité d'opérations d'urgence censées reconstruire les zones détruites, reprendre la navigation sur le Danube et refaire le système écologique sur ce fleuve, ainsi que des projets à long terme dont le but serait de jeter les bases d'une coopération économique durable. Le blocage économique de

⁵ En avril 1999, Radu Berceanu, ministre de l'Industrie et du Commerce annonçait que les sociétés commerciales de Roumanie enregistrent des pertes de dizaines de millions de dollars à cause du conflit en Yougoslavie. Les pertes nettes de la métallurgie, causées par le blocage de la navigation fluviale par les ponts détruits se chiffrait à environ 30 millions de dollars par mois; le danger qui se profile à l'horizon c'est que ce niveau augmente du fait que le seul passage vers l'Occident reste par la Hongrie, avec des coûts supplémentaires pour le transport ferroviaire et des retards dans le déroulement des contrats. L'UCM de Resita enregistre des retards dans le programme de réhabilitation des Portes de Fer I à cause du changement du moyen de transport (du naval à la route), les deux contrats qui concernent l'ouvrage mentionné montant respectivement à 750 000 DM et 300 000 DM .

certaines activités autrefois profitables, les problèmes écologiques, la navigation sur le Danube bloquée par les ponts détruits sont des sujets traité pleinement par le media roumain mais aussi des réalités ressenties par la population.

Dans la déclaration finale du sommet de Washington, très importants sont les deux derniers paragraphes de la déclaration sur la crise au Kosovo, qui soulignent que l'Europe du sud-est a une importance vitale pour l'Alliance. Précisant que l'objectif d'une Europe du sud-est libre, prospère et économiquement intégrée ne peut être atteint tant que la Yougoslavie n'entame pas la transition vers la démocratie, le document affirme que la stabilité en Europe du sud-est est une priorité de l'agenda transatlantique. "Nos gouvernements vont coopérer au moyen de l'OTAN et de l'OSCE ainsi qu'au moyen de l'UE, pour ceux qui en sont membres, pour aider les nations du sud-est de l'Europe à édifier un avenir meilleur dans leur région, basé sur la démocratie, la justice, l'intégration économique et la coopération dans le domaine de la sécurité". Le dernier paragraphe synthétise l'opinion sur un possible nouveau "plan Marshall" que les États-Unis et les autres pays alliés envisagent de mettre en application pour la stabilisation de la situation en Europe du sud-est et le développement économique des pays de cette région.

5. La politique de sécurité et de défense dans les sondages d'opinion publique

Le Eurobaromètre publié en mars 1998 montrait que la Roumanie est le pays de l'Europe centrale et orientale avec le plus fort soutien de

l'adhésion à l'OTAN. L'Eurobaromètre indiquait que la Roumanie et la Bulgarie, plus fréquemment que les autres, considèrent que l'OTAN contribue au progrès général et à la coopération. En 1996, un autre sondage, réalisé par Gallup, indiquait que la population de la Roumanie est favorable à 95% à une adhésion à l'Alliance et une des conclusions est que l'opinion publique attend énormément de l'élargissement de l'OTAN⁶. Par rapport aux autres sondages, dans les dernières analyses de ce type apparaissent les questions concernant les problèmes de sécurité soulevés par la crise de Yougoslavie et l'OTAN.

Un sondage de l'institut CURS réalisé en avril indiquait que l'intégration de la Roumanie à l'OTAN avait l'accord de 52,2% des Roumains. En février 1997, ce taux avait été de 89%, pour baisser en 1998 à 67%. Cette baisse a été appréciée comme une maturation de l'opinion publique qui est passée de l'exaltation de 1997 à un état de réalisme, d'équilibre et de sagesse. Malgré les opinions défavorables quant à l'intervention militaire dans la Yougoslavie exprimé dans le sondage, plus de la moitié des sujets interrogés pensent que la Roumanie devrait s'intégrer à l'OTAN et 64% se prononcent aussi pour l'intégration à l'Union européenne. 34% des Roumains seraient en petite mesure ou ne seraient pas du tout d'accord avec l'intégration à l'OTAN. Malgré cette option pro-Occident, seulement 28% des Roumains ont confiance dans les chances de la Roumanie d'être

⁶ En novembre 1996, dans le Rapport de l'AAN cité, Petre Roman écrivait: "Les chiffres montrent que près de 45% des habitants de Slovaquie et plus de 80% en Roumanie et en Pologne sont favorables à une adhésion pure et simple à l'OTAN. Cette tendance dénote deux particularités pour la région dans son ensemble. D'autre part, l'attitude positive de l'opinion publique vis-à-vis de l'OTAN ne s'est pas démentie ces dernières années, malgré les aléas de la politique de haut niveau sur la scène internationale (l'opposition farouche de la Russie et les efforts de l'Ouest pour y répondre). D'autre part, dans tous ces sondages, la proportion des "oui" à la question de l'adhésion à l'OTAN reste invariablement plus élevée chez les jeunes. C'est là un motif d'espoir et de confiance: l'espoir de voir se concrétiser l'adhésion à l'OTAN et la confiance dans l'avenir de ce pays qui ne se soumettront plus à l'hégémonie, à la mise sous contrôle ou à d'autres maux d'un passé proche ou lointain".

admise dans l'Alliance. Selon le même sondage, la Russie est considérée le plus grand danger militaire pour la Roumanie, 41% des sujets questionnés redoutant le spectre de l'ancienne URSS. L'union de la Russie et du Bélarus, et la possibilité de s'approcher de la Yougoslavie, est vue comme une menace par 40% des sujets. 32% ne défendent pas cette dernière hypothèse et 28% ne savent pas quoi répondre. Quant aux possibles dangers militaires pouvant menacer la Roumanie, les taux du sondage se présentent comme suit : Hongrie (16%), OTAN (4%), États-Unis (4%), Yougoslavie (3%), CEI (2%) et Ukraine (1%). La guerre dans la région est, selon le sondage, le principal motif d'inquiétude pour les Roumains dont 61% craignent un conflit militaire. Et pourtant, 33% des sujets ne pensent pas que la Roumanie puisse être attaquée dans les années qui viennent, 26% en sont certains que cela n'arrivera jamais. Toujours 26% des sujets croient que la Roumanie sera probablement attaquée dans la période à venir et 6% croient fermement en une pareille attaque. La peur de guerre est suivie par la hausse des prix - 48%, les maladies - 26%, le chômage - 17%, la délinquance et la criminalité - 9%, les mouvements sociaux - 8%, les conflits inter-ethniques et l'instauration de la dictature - 5%.

Selon un autre sondage dominé par la crise de Yougoslavie et réalisé par l'institut INSOMAR, 70,9% des Roumains estimaient que leur pays devrait avoir une attitude neutre au sujet de l'intervention militaire en Yougoslavie. 11% des Roumains souhaitent que Bucarest soutienne l'OTAN, alors que 6% estiment que Bucarest doit être à côté de la Serbie. Pour 46,3% des Roumains, l'intervention de l'OTAN en Serbie ne réglera pas le conflit au Kosovo, alors que 24,1% pensent que l'action de l'Alliance apportera la paix dans la province yougoslave. Cependant la plupart des Roumains sont d'accord avec la position du président Constantinescu de soutenir les actions de l'OTAN même si un quart parmi

eux se déclarent contre cette attitude. Quant aux relations avec l'OTAN, 39,5 % des sujets questionnés disent qu'elles deviendront meilleures, suite à l'attitude adoptée par la Roumanie, 45,4% pensent que ces relations ne subiront aucune modification et, paradoxalement, 9,5% pensent qu'elles se détérioreront. La plupart des interviewés (91,1%) ont déclaré être au courant avec l'évolution du conflit en Yougoslavie, contre seulement 5,2% ayant déclaré ne rien connaître. Il est également à noter que 36,4% des Roumains pensent que l'intervention de l'OTAN provoquera également des conflits au-delà des frontières yougoslaves, contre seulement 28,2% pour qui les bombardements apporteront la paix dans cette région. Un autre indice important du sondage montre que les Roumains ne s'intéressent pas aux opinions des partis au sujet de la guerre en Yougoslavie.

Plus récemment, l'institut Metro Media Transilvania a réalisé un baromètre d'opinion publique où les questions de politique étrangère et de sécurité sont dominées par l'affaire yougoslave. L'intégration à l'Union Européenne est considérée utile par 70% de la population et inutile par 14% tandis que l'admission à l'OTAN est utile pour 63% et inutile pour 21%. 69% de la population n'est pas d'accord avec le survol de la Roumanie par les appareils de l'OTAN et seulement 22% sont d'accord, en totalement opposition avec le score obtenu par la même question dans le Parlement de Bucarest. Une question qui n'est jamais posée dans le forum législatif est le stationnement des troupes de l'OTAN sur le territoire roumain. 78% repoussent cette idée et seulement 13% sont d'accord, même si les forces armées des pays de l'OTAN sont perçues comme des amis et ont participé à des innombrables exercices sur le territoire roumain. Une question intéressante qui correspond à la charge émotionnelle des problèmes débattus est l'inquiétude créée par le conflit de Yougoslavie. Les bombardements inquiètent seulement 1% des

Roumains, l'avenir des réfugiés 2%, l'implication de la Roumanie 3%, le destin des gens 15%, l'extension de la guerre en Roumanie 21% et 25% des Roumains sont inquiétés par l'extension, générale, de la guerre commencée en Yougoslavie.

6. Conclusions

« On pourrait prédire un gel du printemps, c'est-à-dire un gel des transformations politiques, économiques et sociales entamées en 1989-1990. Deuxièmement, sur le plan géopolitique, un élargissement de l'OTAN qui n'inclurait pas la Roumanie par exemple, maintiendrait au moins le droit de regard de la Russie sur la mer Noire et compromettrait la nouvelle orientation prise, non seulement en Roumanie, mais aussi, et surtout, en Ukraine ». Cet avertissement a été lancé par M. Petre Roman, le président du Sénat roumain, en 1996, en qualité de rapporteur de l'AAN, mais il est très valable même en 1999, après deux refus par l'OTAN et la crise de Yougoslavie, qui se déroule tellement près de la Roumanie. Les effets de cette crise se font sentir d'abord dans des domaines – économique, de l'environnement, touristique, culturel, etc. - qui touchent les gens et forment l'opinion publique. Laisser la Roumanie en dehors de l'élargissement donne l'impression d'une nouvelle trahison de l'Occident, un nouveau Yalta. Cette fois-ci, l'enjeu économique est plus évident. Après 10 ans de vie démocratique, la vie est plus dure pour la plupart de Roumains et un nouveau refus de l'OTAN, de l'UE, augmenterait la déception et la position indifférente ou d'opposition à l'Occident. Si, au début, l'adhésion à l'OTAN était perçue comme un avantage économique et l'intégration dans l'UE comme une garantie de

sécurité, le manque d'une menace réelle et forte a augmenté les enjeux économiques du processus de l'intégration euro-atlantique de la Roumanie. La guerre de Yougoslavie a réactivé l'intérêt pour la sécurité mais, malheureusement, l'opinion publique ne voit pas de bonnes yeux l'action de l'OTAN contre un voisin qui ne le menaçait pas directement. La crise de Yougoslavie a été un événements hors normalité pour l'opinion publique mondiale, ou, plutôt, pour les opinions publiques du monde. Sur la scène roumaine elle s'est mêlée avec l'effets des autres événements liés a l'intégration euro-atlantique. Les chiffres très élevés qui indiquaient, dans les sondages, le fort soutien populaire pour l'adhésion à l'OTAN ont baissé, dernièrement, aux limites que les autres pays candidats, d'ailleurs plus chanceux, ont enregistré.

Pendant le régime communiste, l'opinion publique n'existait pas vraiment. Après la chute du communisme, l'opinion publique a dû se créer, avec ses vraies prérogatives, dans un cadre nouveau mais dépourvu de la culture politique qui lui permette de fonctionner. Une fois gagné le droit à l'expression libre, le peuple a compris comment il faut exercer ce droit et tous les autres droits gagnés. Parmi les premiers enjeux de la nouvelle démocratie: l'option stratégique et de politique étrangère.

Les éléments principales de l'impact de l'opinion publique sur la décision de défense et sécurité de la Roumanie sont le media et les sondages. Le premier est une façon de s'exprimer et influencer les décideurs et l'autre un instrument de mesure du soutien de la population.

Même si l'adhésion de la Roumanie a l'OTAN a été renvoyée deux fois, à Madrid et à Washington, l'intégration euro-atlantique reste l'option dominante pour la Roumanie et cet idéal subordonne tous les efforts politique, économiques, diplomatiques, militaires et médiatiques des Roumains.

Bibliographie:

- ALEXANDRESCU, Sorin, *Paradoxul român*, Ed. Univers, Bucarest, 1998;
- ALTMAN, Frantz-Lothar, “Ex-Yougoslavia’s neighbours: who wants what?”, dans *The World Today*, vol. 48, no. 8-9, August-September, 1992
- BABEPI, Adriana, UNGUREANU Cornel, *Europa Centrală. Nevroze, dileme, utopii*, Polirom, Iași, 1997;
- BAILES, Alyson J.K., “Europe’s Defense Challenge: Reinventing the Atlantic Alliance”, *Foreign Affairs*, Vol.76, No. 1, 1997
- BARK, Dennis L., *Reflections on Europe*, Stanford University, 1997
- BESCHLOSS, R. Michael, TALBOTT, Strobe, *La cele mai înalte nivele*, Ed. Elit, 1995;
- BOIA, Lucian, *Istorie și mit în conștiința românească*, Ed Humanitas, 1997;
- BOIA, Lucian (dir.), *Miturile comunismului românesc*, Ed Universităților din București, 1997;
- BONDREA, Aurelian, *Opinia publică, democrația și statul de drept*, Ed.Fundației Româna de mâine,Bucarest, 1996 ;
- BRUCAN, Silviu, *Lumea după războiul rece. Locul României și viitorul ei*, Ed. România Liberă, Bucarest, 1996;
- BRZEZINSKI, Zbigniew, “A Plan for Europe”, dans *Foreign Affairs*, Vol. 74, No. 1, January-February 1995;
- BUZĂRNESCU, Ștefan, *Sociologia opiniei publice*, Ed Didactică și Pedagogică, Bucarest ;
- CALAFETEANU, Ion, *Politică și interes național*, Ed Enciclopedică, Bucarest, 1997 ;
- CELTEANO, Victor, *Regard sur le parcours roumain*, Editions Europa, 1992;

CIORAN, Emil, *Schimbarea la fașă a României*, Ed. Humanitas, Bucurest, 1990;

CLEESE, Armand (coord.), *The International System After the Collaps of the East-West Order*, Luxembourg Institute for European and International Studies, 1994;

DAHRENDORF, Ralf, *Reflectii asupra revolutiei din Europa*, Ed. Humanitas, Bucurest, 1993;

DĂIANU, Daniel, *Vitalitate și viabilitate economică. O dublă provocare pentru securitatea europeană*, Ed Clavis, Bucurest, 1997;

de la SERRE, Francoise; LEQUESNE, Christian; RUPNIK, Jacques, *L'Union europeenne:ouverture a l'Est?* PUF,1994;

DELETANT, Dennis, *Ceaușescu și securitatea*,

DIACONESCU, Gheorghe; ăerban, Florea; PAVEL, Nicolae, *Democratic Control over the Army in Romania*, Ed Enciclopedică, 1996;

DOBRESCU, Emilian M., *50 de ani care au zguduit lumea. 1944 – 1994*, Societatea ătiinșă și Tehnică, bucarest, 1995

FLORIAN, Radu, *Criza unei lumi în schimbare*, Ed Noua Alternativă, 1994;

GARTON ASH, Timothy, *The Uses of Adversity. The Magic Lantern*, Vintage Books, 1997, pour la version roumaine: *Foloasele prigoanei. Lanterna magică*, Ed. Fundașiei Culturale Române, Bucurest, 1997;

GHEORGHE, Mihai ; LUMINOSU, Doru , *Opinia publicului. Surse și scop în manipulare*, Ed. A92, Iași, 1996;

HERMET, Guy, *Istoria nașionilor și a nașionalismului în Europa*, Institutul European, Iași, 1997;

HOLBROOKE, Richard, “US Relations with Romania”, dans *Central European Issues*, Volume 1, Number 1, Autumn 1995

HUNTINGTON, Samuel, “The Clash of Civilisations “, dans *Foreign Affairs*, Vol. 72, No.3, Summer 1993 ;

IONESCU, E. Mihai, *O istorie trăită. Relațiile internaționale 1990-1995*, Ed Modelism, Bucarest ;

IONESCU, E. Mihai, *După hegemonie. Patru scenarii de securitate pentru Europa de Est în anii '90*, Ed. Scripta, Bucarest, 1993;

KARNOUHU, Claude, *Du omâni noștri cei iubiri*, Ed. Polirom, Iași, 1997;

KISS, G. Csaba, *Europa Centrală, națiuni, minorități*, Pesti-Syalon Kriterion, 1997;

KLAIBER, Klaus-Peter, “A Cooperative NATO in a Cooperative Europe”, dans *Romanian Journal of International Affairs*, Vol. 4, N0. 3-4, 1998

KOUCHNER, Bernard, *Le devoir d'ingérence*, Denöel, Paris, 1987;

LAIRD, Robin, *The Europeanization of the Alliance*, Westview Press, Boulder, CO, 1991;

LE RIDER, Jacques, *Mitteleuropa*, Ed. Polirom, Iași, 1997;

MIETKOWSKI-KULESUKA, Ewa, MIETKOWSKI, Piotr, “Economie et géopolitique à l'Est”, dans *Politique étrangère*, no.1, 1994

MEARSHEIMER, John J., “The False Promise of International Institutions”, dans *International Security*, Vol.19, No.3, Winter 1994-1995 ;

OLTEANU, Constantin, *Coaliții politico-militare. Privire istorică*, Ed. Fundației România de mâine, Bucarest, 1996;

PATAPIEVICI, Horia – Roman, *Politice*, Ed. Humanitas, Bucarest, 1996;

PFUFF, William, “If NATO Has to Expand, Romania Has to Be One of the Elect”, dans *International Herald Tribune*, April 11th, 1997;

POLITI, Alessandro, *Nouveaux risques transnationaux et sécurité européenne*, Cahiers de Chaillot nr.29, Institut d'Etudes de Sécurité de l'UEO, Paris, octobre 1997;

PREDA, Cristian, *Modernitatea politică și românismul*, Ed Nemira, Bucurest, 1998;

REVEL, Jean-Francois, *Ni Marx, ni Jesus. La tentation totalitaire. La grace de l'etat. Comment les democraties finissent* , Ed. Robert Laffont, 1986;

RIEMER, Neal; SIMON, Douglas W., *The New World of Politics*, Collegiate Press, San Diego, 1991

ROMAN, Petre, *Le principe démocratique et le tissu de l'OTAN: les nouvelles démocraties européenne et l'élargissement de l'OTAN*, rapport pour l'Assemblée de l'Atlantique Nord, novembre 1996;

ROTARIU, Traian ; ILUP, Petru (coord.), *Sociologie* Ed Mesagerul, Cluj-Napoca, 1996 ;

SAVA, Nicu Ionel, TIBIL Gheorghe, ZULEAN, Marian, *Armata și societatea*, Ed. Info-Team, Bucurest, 1998 ;

SIDJANSKI, Dusan, *Union ou desunions de l'Europe ? La Communaute europeenne a l'epreuve de la crise yougoslave*, Institut universitaire d'etudes europeenes, 1991 ;

SINNOTT, Richard, *Opinion publique et politique sécuritaire de l'Europe*, Cahiers de Chaillot nr.28, Institut d'Etudes de Sécurité de l'UEO, Paris, juillet 1997 ;

STAN, Valentin, *România și e°ecul campaniei pentru Vest*, Ed Universităþii din Bucure°ti, 1999;

STAN, Valentin, "Madrid: un e°ec de succes", dans *Sfera politicii*, Anul V, Nr. 50;

SULLIVAN, Scott, "A Past War's Sharp Echoes", *Newsweek*, May 1st, 1995;

TÂNASE, Stelian, *Revoluþia ca e°ec. Elite & societate*, Ed. Polirom, Ia°i, 1996;

THOM, Françoise, *Sfîrsiturile comunismului*, Ed. Polirom, Iasi, 1996;

TISMĂNEANU, Vladimir, *Reinventarea politicului. Europa Rasariteană de la Stalin la Havel*, Ed. Polirom, Iași, 1997;

TISMĂNEANU, Vladimir, *Fantasmele salvării. Democrație, naționalism și mit în Europa post-comunistă*, Ed. Polirom, Iași, 1999;

TIPA, Marius, “Iugoslavia ‘99”, dans *Analize politice și economice*, revue du Centre d’Analyse Politique et Relations Internationales, Bucarest, 1999, <http://capri.webjump.com>;

TIPA, Marius, *La Roumanie et l’ex-Yougoslavie: quel dialogue en temps de crise?*, mémoire pour l’obtention du Diplôme Européen de Hautes Etudes Internationales, Institut Européen des Hautes Etudes Internationales, Nice, 1995 ;

TORCATORIU, Bogdan, *Contribution a une analyse critique de la politique étrangère de la Roumanie entre 1989 et 1993?*, mémoire pour l’obtention du Diplôme Européen de Hautes Etudes Internationales, Institut Européen des Hautes Etudes Internationales, Nice, 1993;

TUDORAN, Dorin, *Kakistocrația*, Ed. Arc, Chișinău, 1998;

ULLMANN, Paul, “*The Restructuring of the International System and Trends in the Developments in South-Eastern Europe*”, dans *Romanian Journal of International Affairs*, Vol. 4, N0. 3-4, 1998

VOICU, George, *Pluripartidismul*, Ed. All, Bucarest, 1998;

ZAMFIR, Mihai, *Discursul anilor '90*, Ed. Fundației Culturale Române, Bucarest, 1997;

Périodiques :

Adevărul, Bucarest, 1995-1999

Bucarest Matin, Bucarest, 1998-1999

Cahiers de Chaillot, Institut d’Etudes de Sécurité de l’UEO, Paris, 1997-1999

Central European Issues, Bucarest, 1995-1999

Cotidianul, Bucarest, 1998-1999

Curierul național, Bucarest, 1995-1999

Rapport Annuel Mondial sur le Systeme Economique et les Strategies (RAMSES), IFRI, Paris, 1993, 1994, 1996, 1997, 1998

Revue de l'OTAN, Bruxelles, 1996-1999

România liberă, Bucarest, 1992-1996

Scînteia, Bucarest, 1987-1989